



DECLARATION LIMINAIRE CTL du 11/01/2018

Chronique d'une mort annoncée.

Comme vous l'avez écrit le 02 janvier 2018, les premiers jours de l'année sont un moment propice pour échanger ses vœux pour la nouvelle année.

Nous nous retrouvons en Comité Technique Local (CTL) pas seulement pour échanger les vœux pour la nouvelle année mais pour évoquer les suppressions d'emplois de notre département pour 2018 et le Service d'Appui au Réseau (SAR) dans le Secteur Public Local (SPL).

La fusion entre nos 2 administrations, celle

- qui devait tous nous sauver,
- qui devait pérenniser nos emplois,
- qui devait améliorer les services rendus aux « usagers »,
- qui devait permettre de développer nos synergies,

est en passe de réussir ce pour quoi elle a réellement été mise en place : faire disparaître la DGFIP !!!

Comment en est-on arrivé là ?

Comment a-t-on pu laisser faire cela ?

Peut-être parce qu'à la tête de notre administration nous avons une sorte de KAA , celui qui nous murmurait à l'oreille « aie confiance !! » et « dors petit d'homme !! », celui qui nous promettait que tout irait bien, celui qui nous faisait miroiter que nous tirerions les profits de nos efforts...

Peut-être parce que nous avons en nous une conscience professionnelle qui nous poussait à vouloir bien faire en dépit du bon sens, à faire en sorte que notre outil de travail tienne le coup, que la qualité de notre service public soit à la hauteur de l'attente des contribuables...

Le marchand de sable est bel et bien passé sur notre DGFIP, à coup de réformes, de fusion de services, de centralisations de missions, de régionalisations, de nationalisations, d'externalisations, à coup de fermetures de trésoreries, à coup de suppressions d'emplois, à coup de déréglementations de nos droits et garanties (réforme

des mutations, réintroduction de la journée de carence...)

Il a fini par saper notre vigilance, par endormir notre volonté de combattre et de nous élever contre les injustices que nous subissons au quotidien...

En supprimant plus de 20 % des effectifs en moins de 10 ans, on nous a ôté les moyens de bien faire notre travail. Et au cas où cela ne suffirait pas, on nous a doté d'outils informatiques qui ne fonctionnent pas toujours très bien ou alors au ralenti !!! En mettant en place des process et des méthodes de travail que nous n'avons plus les moyens d'assurer par manque de personnels, en éloignant les contribuables des lieux de réception et en les orientant de force vers le tout numérique...

En laissant les médias véhiculer l'idée populaire que nous coûtons trop cher à la société et à l'État, que nous étions des nantis, des privilégiés, des fainéants... sans jamais le moindre démenti, sans jamais le moindre soutien, sans jamais le plus petit haussement de sourcil !!!

Cette année, ce seront encore 1600 suppressions d'emplois au plan national que devra subir la DGFIP et la DDFIP de l'Yonne y contribuera à hauteur de 12 disparitions nettes avec 1 cadre A + supplémentaire.!!! Soit 13 suppressions en C et B. Quoi de plus normal, quoi de plus banal...

Vous « redynamisez » donc la direction avec 3 IDIV supplémentaires. Nous avons du mal à trouver la logique dans tout cela...et les agents également, toujours plus de cadres et de moins en moins d'agents B et C.

Si nous sommes présents en CTL, c'est pour recueillir des explications sur vos choix dans les suppressions d'emplois et essayer d'apporter des réponses à nos collègues sur l'avenir et le devenir de leurs services.

Notre avenir est très sombre et le message de la DG est on ne peut plus clair : 2018 ne sera qu'une année de transition avant un emballement effréné ...puisque «les efforts en matière de suppressions d'emplois auront vocation à se renforcer dans les années à venir » !!!

Aujourd'hui, quelle est la situation de vos agents dans les services ?

Les résultats des baromètres sociaux de décembre 2016 indiquaient que les 3/4 des agents pensaient que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens et que l'administration ne les écoute pas...

Très concrètement, il y a dans notre département :

- des agents en situation de burn-out et de dépression ,
- un mal-être permanent des personnels face à la détérioration de leurs conditions de vie au travail, face à des usagers de plus en plus démunis en l'absence d'interlocuteurs...
- une perte de repères, de perspectives, de sens même de notre travail...
- une perte totale de confiance envers ceux qui devraient s'élever contre cette volonté désormais affichée de réduire notre administration à quantité négligeable...

- des situations de tensions entre agents...

Et pour seule réponse à cela, des décisions politiques de nos gouvernants et l'accentuation des attaques en règles à l'encontre de la DGFIP, de ses personnels et de leurs droits.

Une forme d' « holocauste » est en marche et il se nomme CAP 22.

Vous ne serez plus là dans l'Yonne pour en subir les néfastes retombées mais les agents vont, eux, les prendre de plein fouet...

Quant à nous, simples représentants d'un personnel de moins en moins nombreux, de plus en plus fragilisé, nous vous promettons d'être encore là, partout où nous le pourrons, partout où nous le devons et de tout mettre en œuvre pour contrer et faire reculer les volontés de ce gouvernement.

Aussi, en cette traditionnelle période de vœux, vous avez formé celui d'un réseau des Finances Publiques solidaire, dynamique et serein...

Nous voulons croire encore à un monde meilleur et à un avenir plus heureux pour la DGFIP, que celui d'une mort annoncée !!!